

Le Petit Provençal

JOURNAL QUOTIDIEN D'UNION NATIONALE

Joué 26 Juillet 1917
REDACTION ET ADMINISTRATION :
75, rue de la Darse, 75
MARSEILLE
Téléph. Direction 2-20. - Rédaction 2-72. 39-50
Bureau à Paris : 10, rue de la Bourse
42^e ANNÉE - 5 cent. - N° 14.781

LES ANNONCES SONT REÇUES :
A MARSEILLE : Chez M. G. Allard,
rue Pavillon, 31, et dans nos bureaux ;
A PARIS : à l'Agence Havas, place de
la Bourse, 8.
ABONNEMENTS : 3 mois 6 mois 1 an
France et Colonies... 5 fr. 9 fr. 17 fr.
France et Colonies... 6 fr. 11 fr. 20 fr.
Etranger... 8 fr. 14 fr. 30 fr.
Les abonnements partent du 1^{er}
et du 16 de chaque mois

Par le Sang et par le Fer

La dictature de salut public dont Kerensky a couragement accepté les lourdes charges et les terribles responsabilités s'appuie désormais sur un ministère réconstitué, mais sur un ministère où des éléments libéraux collaborent avec les éléments socialistes. Les démissions qui s'étaient produites dans le précédent Cabinet, démissions suivies de la retraite du prince Louff, président du Conseil, avaient pu faire craindre une scission irrémédiable dans la démocratie russe. Cette inquiétude se trouve heureusement dissipée en présence de la constitution du nouveau gouvernement qui, sous l'énergique présidence de Kerensky, groupe des hommes représentant les divers partis de Gauche.

Le chef du ministère, qui garde le département de la Guerre et celui de la Marine, a comme collaborateur directeur et comme suppléant M. Nekrassoff ; ainsi l'union des éléments socialistes et des éléments démocratiques s'affirme tout de suite à la tête même du nouveau gouvernement. Un progressiste de la Douma, M. Effremoff, a été appelé à faire partie du Cabinet, où il a reçu le portefeuille important de la Justice. Le maintien de M. Teretschenko aux Affaires étrangères assure encore une précieuse garantie aux démocrates de la Douma. Enfin, M. Tseretelli à l'intérieur constitue un excellent choix, car ce socialiste a prouvé au cours des événements de ces derniers mois qu'il savait allier le bon sens le plus averti et la raison la plus clairvoyante à la plus grande énergie révolutionnaire.

On a déjà donné en Russie à ce ministère réconstitué le nom de « gouvernement de Salut de la Révolution ». Mais ce gouvernement dictatorial devra assurer le salut de la Patrie en même temps que le salut de la Révolution, les deux causes se trouvant d'ailleurs fatalement confondues. Car quel serait le sort du nouveau régime si la Russie succombait ? Dans la vibrante proclamation de l'heure présente est fortement mise en relief tandis que la double infamie des lâches et des traités est dénoncée comme un mal à extirper sans merci. Il y a là l'indice d'un définitif retour des révolutionnaires de toute la Russie à la conscience, à la raison, au sens des réalités du moment.

Le gouvernement, déclare Kerensky, « sauvera la Russie et maintiendra son unité par le sang et par le fer si les armements et les appels à l'honneur et à la conscience ne suffisent pas ». Voilà qui est parler en chef de gouvernement. Nous avons la ferme espérance qu'à la netteté virile des paroles va répondre la fermeté vigoureuse des actes. Les nouvelles du front démontrent l'angoissante gravité de la situation militaire pour la Russie. Comment le cri d'alarme qui retentit dans la capitale et qui appelle toute la nation au secours de la Patrie en danger ne serait-il pas entendu ?

CAMILLE FÉRY.

La Question de l'Essence

M. Bouge, député, a exposé à M. le ministre du Ravitaillement qu'il a demandé à l'Etat de garantir la consommation de pétrole des Bouches-du-Rhône. Il n'aurait eu lieu la consommation, depuis le décret, qu'une moyenne de 40.000 litres, qu'ailleurs il aurait été accordé aux simples particuliers automobiles des Bouches-du-Rhône, le 1^{er} juillet, tandis qu'à Marseille ces mêmes personnes, n'ont même pas de carte d'essence et lui demandent :

« Quelle est la quantité d'essence à laquelle chaque ménage marseillais a droit à chaque semaine et quelle est celle accordée à chaque ménage des autres départements ?
« Quelle quantité est prévue pour chaque propriétaire de véhicule automobile des Bouches-du-Rhône pour la première quinzaine de juillet ?
« Question du 15 juillet 1917. »

Voici la réponse du ministre :

Les quantités d'essence mises à la disposition du département des Bouches-du-Rhône ont été, pour le mois de juin, de dix-huit wagons portés ultérieurement à trente-trois, et pour le mois de juillet de quarante et un wagons. Aux termes de l'article du décret du 16 avril 1917, ce département ne peut obtenir plus d'un bon d'un litre par quinzaine.

Le 3^e grand premier dudit article précise, d'ailleurs, que ces quantités ne peuvent être livrées que dans la limite des disponibilités et il appartient sur ce point, à l'Administration préfectorale de faire l'application.

En ce qui concerne la consommation d'essence pour automobile de plaisance ou de tourisme, c'est le préfet qui a qualité pour déterminer la quantité qui peut lui être affectée.

1.089^e JOUR DE GUERRE

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Paris, 25 Juillet.

Après un bombardement, violent mais de courte durée, les Allemands ont tenté, vers cinq heures du matin, une attaque des positions reconquises par nous dans la journée d'hier, sur le plateau de Californie.

Cette attaque a été complètement repoussée et nos gains de la veille maintenus et consolidés.

Des coups de main ennemis, au nord-ouest du monument d'Harville, dans la région du mont Cornillet et en direction, au nord d'Aspach-le-Haut, ont échoué.

Nous avons fait des prisonniers.

Sur la rive gauche de la Meuse, activité des deux artilleries, aucune action d'infanterie.

PROPOS DE GUERRE

LES CHILLÈRES DE M. LEBUREAU

On m'a conté l'histoire d'une personne pas scrupuleuse qui encaissait, bien qu'elle n'y eût pas droit, les bons deniers de l'Etat. Encouragé, un citoyen crut de son devoir d'avertir le caissier des finances publiques. Mais aucun suite ne fut donnée à l'affaire. L'honnête personne continuait d'empocher, chaque mois, les pépètes de la Princesse. Autre avertissement. Même résultat.

Après trois tentatives inutiles, notre homme, voyant l'impasse de ses efforts, s'adressa à l'Etat. Alors le résultat ne se fit pas attendre. La situation reconvenue irrégulière, le secours fut supprimé, sans préjudice des suites, comme on dit au Palais. Voilà donc réglé le compte du délinquant. Mais le caissier par trop méfichiste, que lui dira-t-on ? que lui fera-t-on ?

Trois fois prévenu qu'un abus était commis envers les deniers de la garde, ce fonctionnaire n'a rien tenté pour le faire cesser, ni même pour se rendre compte s'il existait seulement. Cela ne demandait pas un gros effort : une note de quelques lignes à envoyer. Il ne l'a pas fait. Il ne l'a pas fait parce que cela ne le regardait pas, parce que cela n'était pas son service. Réglementairement, il n'eût couru aucun reproche. Moralement, il mérite un blâme sévère, à défaut d'une sanction.

Je ne vous dirai pas où le fait s'est produit ; l'endroit ne fait rien à l'affaire. Il y a partout dans notre belle France des fonctionnaires qui agissent comme ce rond-de-cuir modèle du ministère de la Guerre, dans le bureau de M. Zimmermann, à Paris, dans un bureau dans un carton, des documents de la plus haute importance dont la chemise portait, mouillée dans la plus admirable ronde, cette simple indication : *Pièces ne me concernant pas.*

ANDRÉ NEGIS

LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM

La réponse des socialistes français à la convocation des socialistes russes

Paris, 25 Juillet.

Les membres de la Commission administrative permanente du parti socialiste se sont réunis, hier soir, à 9 heures, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, à l'effet de poursuivre pour les ministères, relatifs aux décisions prises par la Conférence internationale de Stockholm.

M. Louis Dubreuilh, secrétaire général du parti, a donné connaissance d'un télégramme de Camille Huysmans, secrétaire du Bureau socialiste international, relatif aux décisions exprimées par le Soviet russe de répondre favorablement à la convocation de l'Association internationale de Genève.

Après une longue discussion à laquelle ont pris part MM. Renaudin, député du Var, Lebas, maire de Roubaix, etc., pour les majoritaires ; Jean Longuet et Paul Mistral, députés pour les minoritaires, il a été décidé que seules les organisations allemandes, françaises et anglaises, etc., inscrites au Bureau socialiste international au mois d'août 1914, seraient représentées à Stockholm.

C'est ainsi que le parti socialiste italien par exemple, démissionnaire après la déclaration de la guerre, sera également convoqué.

Seule l'Association zimmerwaldienne de Berne sera considérée comme inexistante, malgré le désir des Russes.

Par contre, la Confédération Générale du Travail française et la Confédération américaine dirigée par M. Gompers, bien qu'ils ne soient adhérents au Bureau socialiste international avant 1914, seront également convoqués à la Conférence de Stockholm, à la demande même des socialistes majoritaires.

LA GUERRE

LA GUERRE

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Paris, 25 Juillet.

Le gouvernement fait, à 14 heures, le communiqué officiel suivant :

Après un bombardement, violent mais de courte durée, les Allemands ont tenté, vers cinq heures du matin, une attaque des positions reconquises par nous dans la journée d'hier, sur le plateau de Californie.

Cette attaque a été complètement repoussée et nos gains de la veille maintenus et consolidés.

Des coups de main ennemis, au nord-ouest du monument d'Harville, dans la région du mont Cornillet et en direction, au nord d'Aspach-le-Haut, ont échoué.

Nous avons fait des prisonniers.

Sur la rive gauche de la Meuse, activité des deux artilleries, aucune action d'infanterie.

LA GUERRE

Nous repoussons tous les assauts allemands dans la région de l'Aisne

LE RECU DES RUSSES EN GALICIE

LA SITUATION

Paris, 25 Juillet.

Aussi bien pour l'appréciation exacte de la valeur respective des armées en présence que pour rendre aux admirables soldats de France l'hommage qui leur est dû, il faut s'arrêter encore sur les événements de notre front. Pour reconquérir les positions que nous lui avons enlevées en quelques heures, lors de notre offensive d'Avril, l'ennemi a livré depuis une série de combats acharnés et sacrifiés des masses de vies. Il est arrivé à nous ravir quelques éléments de tranchées que nous lui avons à notre tour enlevés hier en quelques instants.

Aucun raisonnement ne saurait tenir devant la matérialité de tels faits qui prouvent la supériorité éclatante de nos troupes. Si l'on ajoute à cela qu'on dépit de la solution tardive de la crise intérieure allemande, la situation politique et économique est loin de s'être améliorée et que, d'autre part, on ne compte pas de préparatifs de l'ennemi sur le front et des préparatifs de l'ennemi sur l'autre continent, on voit que nous n'avons pas à désespérer, bien au contraire.

Je dis cela pour ceux que les événements de Russie pourraient affecter. J'ai d'ailleurs la conviction que Kerensky sauvera la Russie libre par son énergie. Il y aura sans doute, comme il le faut, le fer et le sang, mais l'essentiel est qu'il soit persuadé de cette nécessité. Il n'est pas homme à hésiter devant.

MARIUS RICHARD

L'UNITÉ D'ACTION

La Conférence des Alliés à Paris

PREMIÈRE RÉUNION

Paris, 25 Juillet.

La Conférence interalliée s'est ouverte ce matin, à 10 heures, au ministère des Affaires Étrangères. Une table en fer à cheval était dressée autour de laquelle ont pris place les délégués des nations représentées : France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Grèce, Roumanie, Serbie, Belgique, Pays-Bas, Espagne, Portugal, etc.

Après une longue discussion à laquelle ont pris part MM. Renaudin, député du Var, Lebas, maire de Roubaix, etc., pour les majoritaires ; Jean Longuet et Paul Mistral, députés pour les minoritaires, il a été décidé que seules les organisations allemandes, françaises et anglaises, etc., inscrites au Bureau socialiste international au mois d'août 1914, seraient représentées à Stockholm.

C'est ainsi que le parti socialiste italien par exemple, démissionnaire après la déclaration de la guerre, sera également convoqué.

Seule l'Association zimmerwaldienne de Berne sera considérée comme inexistante, malgré le désir des Russes.

Par contre, la Confédération Générale du Travail française et la Confédération américaine dirigée par M. Gompers, bien qu'ils ne soient adhérents au Bureau socialiste international avant 1914, seront également convoqués à la Conférence de Stockholm, à la demande même des socialistes majoritaires.

LA RÉVOLUTION RUSSE

Le nouveau gouvernement de salut public

Pétrograd, 25 Juillet.

Après la nomination de M. Effremoff, le nouveau gouvernement de Salut Public est constitué comme suit :

MM. KERENSKY, président, Guerre et Marine ;
NEKRASSOFF, ministre sans portefeuille, remplace M. Kerensky pendant les absences de ce dernier ;
TSERETELLI, Intérieur, Postes et Télégraphes ;
TCHERCHENKO, Affaires Étrangères ;
EFFREMOFF, Justice ;
TCHERNOFF, Agriculture ;
PISCHERKOFF, Ravitaillement ;
SKOBLEFF, Travail ;
PROKOPOVITCH, Commerce et Industrie ;
LYOFF, procureur du Saint-Synode ;
GODNEFF, contrôleur d'Etat.

Les socialistes français au gouvernement provisoire

Paris, 25 Juillet.

La C. A. P., du parti socialiste (S. F. I. O.), adresse au gouvernement révolutionnaire de la République russe l'expression de son ardent sympathie. Elle est fière de constater que, pour la première fois, dans la grande nation moderne, le socialisme a pris, avec Kerensky et les autres délégués du Soviet, la direction de la politique nationale. C'est le juste couronnement de l'effort des ouvriers, paysans et des intellectuels, qui ont, pendant quatre ans, mené avec un incomparable héroïsme, la lutte contre le despotisme des tsars, au milieu des difficultés effroyables qui lui ont été créées par la guerre et la crise politique et économique. Elle adresse aux socialistes russes, sans distinction de nuances, de sa groupe autour du gouvernement et de ses Soviets, dont l'union peut seule sauver la révolution et hâter la con-

Le succès du nouvel emprunt de la victoire

Genève, 25 Juillet.

On signale plusieurs fortes souscriptions à l'emprunt russe. On note notamment la souscription d'un Polonais appartenant à la vieille noblesse, Korol-Jarozvsky, qui souscrivit toute sa fortune, évaluée à dix millions de roubles, comme expression de son optimisme pour la cause défendue par la Russie et les pays de l'Entente.

Contre les fauteurs de troubles

Pétrograd, 25 Juillet.

Les perquisitions ont continué hier, dans plusieurs domiciles de maximalistes connus. Des arrestations ont été également opérées. La Nouvelle Vremia publie une lettre signée de Kozlov et de Kromm, dans laquelle ceux-ci repoussent les accusations dont ils sont l'objet.

Les journaux annoncent que le gouvernement publiera prochainement l'ordre de réunions publiques et de manifestations dans les rues.

Sur le Front roumain

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Vassy, 25 Juillet.

Sur la frontière ouest de la Moldavie, actions de patrouilles et bombardement d'artillerie. L'ennemi a tenté à deux reprises de nous positions entre les villages du Casin et a été repoussé avec pertes. Sur le reste du front, vive activité d'artillerie.

L'Amérique contre l'Allemagne

Une armée d'un million d'hommes en Europe

Washington, 25 Juillet.

Une partie des milieux officiels interprète la demande de cinq milliards de la Commission des Finances comme impliquant la création d'une armée d'un million d'hommes pour servir en Europe, qui comprendrait cent mille hommes tirés au sort, la garde nationale et l'armée régulière.

Les exploits allemands

New-York, 25 Juillet.

De nombreux rapports ayant démontré que les agents allemands cherchaient à fomenter au sein des organisations ouvrières américaines un mouvement contre la conscription, le Congrès, secrétaire de la Fédération Générale du Travail aux États-Unis, s'est entretenu avec les dirigeants des différentes organisations syndicales pour découvrir et éliminer de leurs rangs tous les éléments suspects.

La Guerre sous-marine

Le mouvement des ports français

Paris, 25 Juillet.

Le ministère de la Marine nous communique le relevé hebdomadaire des ports français pour la semaine finissant le 22 juillet à minuit, que nous publions à titre documentaire :

Entrées et sorties des navires de commerce de toutes nationalités (au-dessus de 100 tonneaux net) : des ports français, 83 entrées, 83 sorties ; des ports étrangers, 103 entrées, 103 sorties.

Navires de commerce français coulés par des sous-marins ou des mines : 10 au total, dont 6 français et 4 étrangers, pour une valeur de 600 tonnes brut et plus, 0 ; au-dessous de 100 tonnes brut, 0. Navires de commerce français coulés sans succès par des sous-marins, bateaux de pêche coulés, 0.

Le torpillage du « Medjerda »

Paris, 25 Juillet.

Est inscrit au tableau spécial de la Légion d'honneur pour chevalier :

M. Charles, soldat à la 4^e compagnie du 15^e régiment d'infanterie :

« Bien qu'amputé de la cuisse gauche, a joué un rôle capital dans le sauvetage des 121 rescapés du vapeur Medjerda, torpillé par un sous-marin ennemi, a sauvé personnellement un enfant qui se noyait, en se jetant à l'eau pour le sauver ; a donné à tous le bel exemple de courage et d'abnégation, soutenant le moral des naufragés et dirigeant avec un sang-froid, une intelligence et un dévouement admirables, toutes les opérations de sauvetage. » (Croix de guerre.)

Le trafic maritime des ports italiens

Rome, 25 Juillet.

Au cours de la semaine qui s'est terminée à minuit le dimanche, 22 juillet, le mouvement des navires marchands de toutes nationalités, dans les ports italiens, a été le suivant :

Entrées : 533 navires, d'un tonnage brut de 339.515 tonnes.

Sorties : 530 navires, d'un tonnage brut de 403.450 tonnes.

Dans ces chiffres, il n'est pas tenu compte

Les Raids allemands sur l'Angleterre

Par représailles on interné des prisonniers sur les côtes exposées

Londres, 25 Juillet.

Le Daily Express apprend que le gouvernement anglais a donné l'ordre d'interner un certain nombre de prisonniers dans l'île de Thanet, en avant des côtes exposées de Ramsgate, Margate et Broadstairs. Le premier contingent de ces prisonniers est déjà arrivé.

La Journée Parlementaire

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Paris, 25 Juillet.

La séance est ouverte à 2 heures 45, sous la présidence de M. Abel.

Les cadres de l'armée de réserve et territoriale

La Chambre adopte le projet de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi du 13 mars 1913 relative à la constitution des cadres de l'armée active et de l'armée territoriale. Ce projet dispose que les officiers et les assimilés de la réserve et de l'armée territoriale de toutes les armes peuvent en temps de guerre accéder à tous les grades de la hiérarchie militaire.

La loi Mourier

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de loi relative aux allocations aux unités combattantes des mobilisés appartenant à l'armée active et à sa réserve.

Le président du Conseil, M. Loucheur, dit : « La Commission et le gouvernement acceptent un amendement de M. Levasseur qui est adopté, ainsi que des amendements de MM. Dreyfus et Fernand Morin. »

M. Noël obtient du sous-secrétaire d'Etat la promesse que la situation des officiers issus de l'active ne sera pas modifiée.

M. Delys dit : « Les officiers de recrutement et les officiers de réserve ont droit à la même allocation. Un texte proposé par M. Delys et s'appliquant aux officiers de réserve est adopté. »

M. Delys dit : « Les officiers de recrutement et les officiers de réserve ont droit à la même allocation. Un texte proposé par M. Delys et s'appliquant aux officiers de réserve est adopté. »

Roman de Christiane

LE

— 39 —

ROMAN DE CHRISTIANE

PREMIÈRE PARTIE

LA BRUNE ET LA BLONDE

Servières avait conscience du supplice qu'endurerait la malheureuse... elle supplia qu'on lui allât chercher un médecin... elle supplia qu'on lui allât chercher un médecin... elle supplia qu'on lui allât chercher un médecin...

Le Grand-mère

Le retour du père... ce retour tant escompté, tant attendu par les enfants... ne ramena pas la gaieté dans le petit appartement de la rue Laugier.

Il n'y avait plus, ce jour-là, de fleurs éparpillées dans toutes les pièces.

Il n'y avait plus de sourire sur les lèvres de Christiane... plus de clarté... plus d'amour dans ses grands yeux cerclés par la lèvre.

Les cris de joie que Claudette, que le petit ange poussés alors que petit-père et grand-père étaient apparus à la porte de l'antichambre... ces cris-là étaient restés sans échos.

Tout de suite un grand, un pénible silence leur avait succédé.

Et ils ne devaient plus guère résonner par la suite dans le nid naugère si plein de tendresse et de gaieté que les orages de la vie venaient de lévisser.

La jeune femme avait cédé à Roger la chambre qu'ils occupaient autrefois ensemble.

Un lit avait été installé pour elle dans celle des enfants.

À présent Roger se plaisait à les regarder. Même il les attirait près de lui, il les prenait sur ses genoux... il passait doucement, lentement, ses longs doigts am-

gris dans les boucles de leur chevelure et il répétait les phrases qu'ils disaient :

— Petit père... nous t'aimons... Petit père... nous prions Dieu de te guérir.

Et quand ils s'appelaient dans leurs yeux, lui, pensif, redisait leurs noms qu'ils prononçaient :

— Claudette... Marco... et pendant de longs instants paraissait absorbé dans une méditation profonde.

Souvent aussi... la petite fille et le petit garçon inconsciemment, par leurs réflexions, faisaient monter des larmes aux yeux de Christiane.

La malheureuse jeune femme continuait à entourer son mari de soins constants, de soins assidus.

Mais elle ne pouvait — en dépit de sa bonté profonde et de sa belle grandeur d'âme — vaincre l'angoisse qui la dévorait.

Entre lui et elle, il y avait maintenant le souvenir de l'autre...

De cette inconnue pour qui Roger l'avait trahie.

De cette inconnue à laquelle il pensait encore dans sa folie... dont il prononçait le nom... comme si cette passion coupable survivait à la dégré de son cerveau, comme si cet amour maudit le poursuivait par delà ce grand mystère d'inconscience dans lequel il était plongé.

Et, chaque fois que ce nom... Adeline... sortait de ses lèvres, il semblait à Chris-

tiane qu'un coup de couteau lui était donné en plein cœur.

Et dans ses grands yeux d'amblyopie, assombri à présent, volés de tristesse et de deuil, une flamme de jalousie s'allumait pour de longues heures...

Parfois, Claudette en la voyant immobile, frémisssante près de Roger lui disait :

— Pourquoi, petite mère, n'embrasses-tu pas petit père comme autrefois ?

Et lui, répétait inconsciemment ces mots :

— Pourquoi plus comme autrefois ?

La fillelette ajoutait dans un élan de son bon petit cœur, dans un élan spontané de tendresse :

— C'est donc que tu ne l'embrasses plus autant parce qu'il a mal... parce qu'il souffre... C'est pas de sa faute, pourtant !

Et le malheureux, en écho plaintif :

— C'est pas de sa faute, pourtant !

Alors, vaincue, Christiane se penchait vers lui et de ses lèvres froides, de ses lèvres blêmes, elle effleurait le front ou les joues de Roger... qui tressaillait... longuement.

... Puis qui, ensuite, restait silencieux et, eût-on dit, préoccupé.

Dès le lendemain du jour où Roger avait quitté la maison de Neuilly, fidèle à la décision qu'elle avait prise et fait connaître à Servières, Christiane s'était rendue chez un chirurgien réputé à qui, sans se faire connaître, elle avait dit :

— Monsieur, un de mes parents habitant

la province a fait l'an dernier une chute à la suite de laquelle il n'a pas cessé de souffrir de la tête. Des médecins consultés prétendent qu'une opération s'impose...

Ses proches m'ont écrit pour me demander à un chirurgien éminent les conditions auxquelles il ferait cette opération. C'est là la raison de ma visite.

Le docteur, un petit vieillard glabre et sec, avait répondu de suite avec une brusquerie et un mépris de savant bourru :

— Mon Dieu, madame, mes conditions sont très variables... J'ai un principe à moi que d'aucuns trouvent fort mauvais, que je juge excellent. Du moins c'est la mon opinion. Ce principe, le voici : c'est de faire payer à mes clients riches les soins que je donne gratuitement à mes clients pauvres... Tout dépend donc de la situation de fortune dans laquelle se trouvent ceux qui ont recours à moi...

Et comme Christiane un peu étonnée... un peu émue de cette franchise brutale, rougissait :

— Voyons... ne vous frottez pas de ce que je viens de vous révéler, et faites-moi connaître très franchement l'état de fortune de votre parent. Qui est-il ? Que fait-il ?

Déjà la jeune femme s'était remise à enrouer, elle ne parlait plus, elle ne pouvait plus, elle ne pouvait plus...

PAUL ROUGET.

(La suite à demain.)

